



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence BRAU, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Clara GIMENEZ, Max LEVITA, Hervé MARTIN, Bernard TRAVIER

Environnement - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Suez pour le projet d'écologie industrielle et territoriale "Hub de l'Économie Circulaire et Solidaire" - Autorisation de signature

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Par délibération du 22 mars 2022, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans une politique ambitieuse zéro déchet de prévention, de sensibilisation et d'incitation visant à réduire au maximum les déchets et à modifier les comportements. Cette stratégie repose notamment sur le développement de l'économie circulaire comme moyen d'atteindre cet objectif avec 6 grandes axes :

1. Définir la stratégie globale de la politique économie circulaire dans la Métropole et bâtir des coopérations intercommunales ;
2. Identifier et développer les filières à enjeux 5R (Refuser, Réduire, Réutiliser, Recycler, Redonner) ;
3. Réaliser les achats responsables en vue de limiter la production de matières et de déchets ;
4. Soutenir et accompagner la consommation responsable et la sobriété des acteurs du territoire ;
5. Soutenir et accompagner les projets d'économie de la fonctionnalité et du partage ;
6. Soutenir et accompagner la recherche, l'innovation et les expérimentations.

Pour déployer cette stratégie, un service prévention des déchets et économie circulaire a été créé au sein du Pôle Déchets et Cycles de l'Eau, doté d'effectifs conséquents, marquant l'ambition de la Métropole.

SUEZ en tant qu'entreprise engagée dans la protection de l'environnement cherche à développer, avec les territoires où elle est implantée, des solutions innovantes et inclusives pour préserver les ressources et l'environnement. SUEZ est à ce jour présente sur le territoire de la Métropole, notamment en qualité de propriétaire d'un site sur la Commune de Vendargues. SUEZ dispose ainsi d'un foncier disponible sur lequel différents flux de déchets (métaux, bois...) sont d'ores et déjà valorisés. Au-delà, SUEZ souhaite s'engager concrètement en faveur de la transition écologique et solidaire du territoire, notamment en déployant une démarche concertée d'innovation sociale.

La Métropole et SUEZ partageant à la fois une vision commune de certaines priorités en matière de transition écologique et solidaire et des intérêts convergents en termes de développement durable et social, se sont rapprochées afin de discuter d'une expérimentation pionnière pour la transition écologique et l'inclusion sociale sur le territoire, à savoir le projet d'un « Hub de l'Economie Circulaire et Solidaire », désigné le « HECS ».

L'objectif est de faire émerger sur le site de Vendargues cinq types d'actions ou propositions de valeur pour des tiers :

- Proposer aux acteurs locaux de l'économie circulaire la mise à disposition de foncier pour leur permettre de se développer ;
- Faire émerger de nouvelles activités de valorisation à partir des flux de matières qui transitent déjà sur le site de Vendargues ;
- Accompagner en priorité de petites entreprises et start-up dans leur développement via un Programme d'Economie Circulaire (développé et mis œuvre par la direction de l'Innovation Sociale de Suez) et le développement de synergies avec les activités locales de SUEZ ;
- Créer un lieu de sensibilisation à l'économie circulaire et d'accueil d'événements (showroom, espace pédagogique...) ;
- Promouvoir activement l'écologie industrielle avec les entreprises de cette zone d'activité.

Le service Prévention et Economie Circulaire du Pôle Déchets et Cycles de l'Eau apportera son soutien au projet HECS : appui à la structuration de filières, identification des porteurs de projet dans le domaine de l'économie circulaire, recherche de financement.

La convention ne présente aucun caractère exclusif. A ce titre, la Métropole est et reste libre de mettre en place toute convention similaire avec les opérateurs de son choix. De la même façon, Suez est et reste libre de conclure des partenariats similaires avec les collectivités de son choix.

Afin de structurer le projet HECS à Vendargues, Suez et Montpellier Méditerranée Métropole sollicitent l'appui de l'ADEME et de la Région dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt (AMI) « *Accompagnement au développement de démarches d'écologie industrielle et territoriale (EIT) en*

Occitanie ». Cet AMI vise à favoriser l'émergence et le développement de nouvelles démarches d'EIT au niveau des territoires et des filières en reposant sur des dynamiques collaboratives et structurantes, dans le but d'aboutir à des actions concrètes, partagées et multi-acteurs. Les projets retenus seront accompagnés dans la structuration de leur démarche EIT, ainsi que l'identification des filières et la mobilisation des acteurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de coopération en faveur de la transition écologique et solidaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et Suez ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à répondre à l'Appel à Manifestation d'Intérêt « *Accompagnement au développement de démarches d'écologie industrielle et territoriale (EIT) en Occitanie* » ;
- De dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-196441-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Engagement 3M-SUEZ 26 juillet 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.